

LOI EL KHOMRI :
Arrêtons la machine de guerre libérale

LIBÉRONNS-NOUS DE L'OCCUPATION FINANCIÈRE

C'est toute la loi El Khomri qu'il faut enterrer !

Mais ça ne suffit pas. Pour imposer la loi du travail et de la création humaine, **nous devons construire un monde libéré de la City, de Wall Street et de leurs collabos financiers.**

ENTERRONS UNE LOI FAITE CONTRE LES TRAVAILLEURS

- Olivier Blanchard, ancien économiste en chef du FMI, clame : « Nos règles sont trop protectrices de nos salariés. »
- L'économiste Michel Godet avoue : « Il faut en finir avec les nantis de la sécurité de l'emploi » et « les privilèges abusifs de ceux qui travaillent ».

Les choses sont claires : la loi El Khomri, en version originale ou en version corrigée, s'inscrit dans une démarche atlantiste visant à atomiser le syndicalisme et à aligner le CDI sur le CDD, et le CDD sur la condition des travailleurs des pays sans protection sociale.

DES PREUVES ?

- **Les conditions de licenciement restent pratiquement inchangées.** Une entreprise pourra se contenter de présenter un chiffre d'affaires ou des commandes en baisse sur le papier pour pouvoir licencier. Dans le cas d'une multinationale, la filiale française pourra présenter seule des comptes déficitaires pour licencier, même si le reste de l'entreprise se porte bien et siphonne des



profits faits en France dans des paradis fiscaux !

- **La primauté de l'accord d'entreprise sur le contrat de travail demeure en cas d'« accords offensifs » de maintien de l'emploi.** Un salarié qui refuserait des modifications sur son salaire ou son temps de travail pourra être licencié pour motif personnel, sans bénéficier du contrat de sécurité professionnelle (CFP) ni d'un accompagnement renforcé vers l'emploi.

- **Le projet de loi prévoit toujours une consultation des salariés, organisée à l'initiative des syndicats minoritaires représentant 30% des salariés, qui pourra être validée lors de référendums d'entreprise.**

- **La rémunération des heures supplémentaires reste à la baisse et à l'appréciation de l'employeur,** les accords d'entreprise prévalant sur

les accords de branche.

- Le pire est que cet « arrangement » permet au gouvernement de donner l'impression d'un recul devant l'opinion, pour finalement mieux fourguer tout l'esprit du projet. Car si Hollande, Valls et Macron avaient vraiment voulu agir en défense du travail et en visionnaires politiques à l'heure du numérique, ils auraient pu imaginer les mesures dont délibère **le Groupe de recherche pour un autre Code du travail pour le XXIe siècle (GR-PACT)** ou bien travailler sur **les 12 mesures que propose le magazine Marianne** dans son numéro du 18 au 24 mars.

Mais il faut aller plus loin ! Face au féodalisme financier opérant cette fois à l'échelle mondiale, **c'est une politique de Libération nationale qu'il nous faut,** inspirée par l'esprit du programme du Conseil national de la Résistance du 14 mars 1944.

METTONS LES PRÉDATEURS FINANCIERS HORS D'ÉTAT DE NUIRE

1 Arrachons le pouvoir à la City, Wall Street et leurs collabos français en **coupant les banques en deux** pour sauver nos dépôts qu'on veut y saisir et assurer que l'argent aille au financement de l'économie réelle et non au puits sans fond de la spéculation.

2 Exigeons **une vraie politique de crédit public avec une banque nationale,** redonnant à l'économie les bases d'une reprise de fond.

3 Imposons **une planification qui nous indique quoi produire, comment et pour qui,** sans laisser décider pour nous.

4 **L'Union européenne actuelle, le système de l'euro et l'OTAN** interdisent cette politique du travail, c'est pourquoi **il faut en sortir.**

5 Le repli national est une illusion et la France ne peut faire seule : **inspirons donc les autres et trouvons des alliés !** Les peuples européens et les pays membres des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) veulent une autre politique. Nous devons en appeler à eux pour refaire l'Europe et le système économique mondial.

Quand les joueurs jouent et trichent contre les peuples, il faut changer la règle du jeu. Le combat contre la loi El Khomri nous en donne l'occasion. Saisissons-la ! La France n'a de sens que si elle sert la cause de l'humanité et du progrès contre l'occupant. **Notre mission est de nous battre pour que reviennent les jours heureux.**